

Synthèse

Les Français et le grand âge

Sixième vague du Baromètre

Fédération Hospitalière de France
Le mensuel des maisons de retraite

Auteurs TNS SOFRES

Laurence BEDEAU
Jérémy PIQUANDET
Simon LOUSSOUARN



le mensuel des
Maisons de retraite

Cette synthèse a été rédigée dans le respect des procédures Qualité de TNS Sofres.

Elle a été validée par :

Laurence BEDEAU
Directrice de clientèle
Stratégies d'Opinion / Société

Date : 26 avril 2011
18RC23 | © TNS

Depuis 2003, TNS Sofres réalise pour la Fédération Hospitalière de France le Baromètre *Les Français et le grand âge*. Ce dispositif d'études dresse de manière régulière l'état des lieux des perceptions et du rapport des Français au grand âge.

Réalisée en face à face les 28 et 29 mars auprès d'un échantillon de 1000 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, l'édition 2011 rend compte de l'incapacité des Français, qu'elle soit personnelle ou financière à faire face à la dépendance liée au grand âge, doublée et d'un sentiment d'abandon de la part des pouvoirs publics sur la prise en charge et l'information délivrée.

Ce sentiment de ne pas pouvoir « faire face » est d'autant plus dommageable que l'expérience de la dépendance est de plus en plus partagée par l'ensemble des Français.

En 2011, plus d'un Français sur trois (36%) déclare avoir dans son entourage proche une personne âgée dépendante, en perte d'autonomie physique ou psychique. Il s'agit, pour 23% des Français, d'un parent proche (père, mère, grands-parents ou arrière grands-parents). Cette réalité est en constante augmentation depuis la mise en place du baromètre.

Le vieillissement de la population ne fait que commencer (+4pts pour les interviewés ayant une personne dépendante dans leur entourage, +2pts pour ceux ayant une personne dépendante dans leur famille).

Dans ce contexte, la prise en charge du grand âge est devenue un enjeu crucial dans l'opinion française. La grande concertation nationale sur le sujet du « cinquième risque » et de la dépendance a en effet été lancée il y a peu par le Président de la République Nicolas Sarkozy et par la Ministre des solidarités et de la cohésion sociale Roselyne Bachelot-Narquin. Dans son discours d'ouverture, Nicolas Sarkozy a notamment réaffirmé son attachement pour le concept d'un cinquième risque de la protection sociale, aux côtés de la maladie, de la famille, des retraites et des accidents du travail.

La sixième édition du baromètre permet ainsi de faire un état de l'opinion sur cet enjeu qui n'a pas attendu sa mise à l'agenda politique pour concerner, et pour une majorité inquiéter, les Français.

Et pourtant...

Près de sept Français sur dix (67%) jugent qu'à l'heure actuelle la prise en charge des personnes âgées par les pouvoirs publics en France n'est pas satisfaisante. Cette année encore, le sentiment d'insatisfaction est donc largement dominant. On note néanmoins pour la première fois depuis la mise en place en place du baromètre en 2003, un léger recul de cette insatisfaction : +2pts de satisfaits (27%) et -4pts d'insatisfaits (67%), un score qui renoue avec celui de 2007. Mais si la tendance à la hausse de l'insatisfaction s'est inversée cette année – sûrement en écho au débat national mis en place cette année – ce sentiment reste fort. Du côté des plus critiques, l'opinion n'évolue pas, 22% déclarent n'être *pas du tout satisfaits*, comme en 2009.

Ce sentiment de déficit de politique publique est probablement alimenté par le manque d'information perçu sur l'accompagnement des personnes âgées en fin de vie et les soins palliatifs. Seul un peu plus d'un tiers (35%) de la population se dit *bien informé* sur le sujet, pour 63% de *mal informés*. Et si l'on compare les plus convaincus, 8% se disent de *très bien informés* pour 22% *très mal informés*.

L'opinion française est donc en attente d'une réponse de la part des pouvoirs publics sur l'accompagnement en fin de vie et d'une information plus soutenue.

D'autant plus que le sentiment d'impuissance personnelle et l'incapacité majeure à faire face au coût de la dépendance sont largement partagés par l'ensemble de la population.

Prise en charge du grand âge : entre impuissance personnelle et insuffisance financière

Un sentiment d'impuissance persistant

Comme en 2009, 55% des Français déclarent qu'ils ne se sentiraient pas capables de prendre en charge une personne âgée dépendante de leur entourage, en perte d'autonomie physique ou psychique. Plus d'un sur quatre (28%, +2pts) se dit même totalement démuni (*pas du tout capable*). Néanmoins les Français se déclarant « bien informés » sur le sujet se sentent plus en capacité de prendre en charge une personne âgée dépendante : 54% « capables » pour 43% en moyenne. Le manque de pédagogie sur le sujet renforce donc nettement ce sentiment d'impuissance.

Ce sentiment d'impuissance est également aggravé par l'incapacité déclarée de 42% des répondants à s'acquitter du coût moyen mensuel de 2 200 euros pour un hébergement en maison de retraite si un de leurs parents devaient recourir à cette solution. Plus précisément, 14% des parents des interviewés pourraient payer eux-mêmes leur maison de retraite, 29% seraient obligés de vendre une partie ou la totalité de leur patrimoine pour la payer, et 10% des parents ne pourraient pas payer mais se feraient financer par leurs enfants. Au global, seuls 43% des parents pourraient payer eux-mêmes leur maisons de retraite. Avec l'aide financière des enfants, ils seraient 53%.

Les inégalités de revenus sont bien évidemment déterminantes sur cette problématique de financement. La moitié (51%) des catégories socioprofessionnelles les plus modestes se dit dans l'incapacité de payer, que ce soient les parents ou les enfants. Cette incapacité à couvrir l'intégralité des frais d'hébergement n'est pas pour autant l'apanage des plus modestes puisque près du quart (24%) des CSP+ est dans la même impasse.

La maison de retraite : une mauvaise image qui persiste malgré des métiers attractifs

L'hébergement en maison de retraite est le principal hébergement des personnes âgées dépendantes. Pourtant, c'est encore une solution que l'on choisit avec réticence.

Les maisons de retraite : une mauvaise image qui persiste

La maison de retraite semble encore aujourd'hui cristalliser l'échec perçu de la prise en charge du grand âge en France. D'une image positive (51% en avaient une bonne image, 40% une mauvaise) et stable depuis 2003, l'image des maisons de retraite a basculé en 2007 : 49% des Français avaient une mauvaise opinion des maisons de retraite, pour 41% de bonne opinion. **En 2011, c'est une majorité franche (52%) qui dit avoir une mauvaise opinion des maisons de retraite, pour 39% de bonne opinion, une opinion identique à celle de 2009.** En deux ans, l'image des maisons de retraite n'a donc pas évolué.

Si l'on peut constater des écarts de perception entre classes économico-sociales, cette solution d'hébergement recueille dans tous les cas en majorité une opinion négative : les classes moyennes supérieures sont les plus critiques (57% de mauvaise opinion), et les classes moyennes inférieures sont plus mesurées (52% de mauvaise opinion pour 38% de bonne opinion).

Le sentiment d'être bien informé sur la prise en charge, ainsi que la satisfaction portée à l'égard de l'action des pouvoirs publics sont les critères les plus déterminants pour rehausser l'image des maisons de retraite. L'opinion positive est en effet majoritaire auprès de ces personnes : 68% des personnes se disant satisfaites à l'égard du rôle des pouvoirs publics ont une bonne image des maisons de retraite (pour 25% une mauvaise image) et 48% de ceux se disant bien informés ont une bonne image (pour 45% une mauvaise image).

En revanche, le fait d'avoir une personne dépendante dans son entourage n'est absolument plus un critère d'amélioration de l'image de ce mode d'hébergement. Parmi les Français qui déclaraient avoir une personne âgée dépendante dans leur entourage proche, on enregistrait 46% de bonne opinion (contre 41% en moyenne) en 2007. En 2009 : 39%, soit un recul de 7 points. En 2011, 38% de bonne opinion pour 39% de mauvaise opinion chez ceux n'ayant pas de personnes dépendantes dans leur entourage. La tendance s'est donc même inversée. **L'expérience de la dépendance dans son environnement de proximité n'a plus d'impact positif sur l'image des maisons de retraite.** La mauvaise image des maisons de retraite n'est donc pas un fantasme mais s'apparente plutôt à un constat par l'expérience de carences graves.

Plus précisément, cette mauvaise image des maisons de retraite en France s'ancre à la fois sur les difficultés pratiques inhérentes à ce mode d'hébergement et sur le blocage « psychologique » à y mettre ses parents. En effet, pour 97% des Français, la charge financière est importante – un score identique à celui de 2009 – et pour 84% d'entre eux, *il n'y pas suffisamment de places disponibles*. Pour plus de huit Français sur dix, cette solution d'hébergement est donc dès le départ un choix compliqué. Ensuite, la

maison de retraite semble cristalliser dans l'inconscient collectif un sentiment d'abandon de ses proches, voire de les contraindre. 83% des Français estiment que *les personnes âgées ne souhaitent pas aller en maison de retraite*, 77% qu'on y met ses parents à contrecœur et 37% que *les personnes âgées y sont souvent maltraitées*.

On peut néanmoins noter un élément positif sur la maltraitance : si elle est encore perçue par près de deux Français sur cinq (37%), pour la première fois depuis la mise en place du baromètre en 2003, cette opinion cesse d'augmenter et est en léger recul (-3pts par rapport à 2009).

Pour faire face à la maltraitance : la réponse humaine, mais avec de la formation et du contrôle

Pour prévenir les situations de maltraitance, 28% des Français estiment que des moyens supplémentaires en personnels qualifiés sont le plus important. Plus modérément, 16% d'entre eux souhaitent *une formation adaptée pour tous les personnels*, 13% *un contrôle et une évaluation de la qualité de la prise en charge des personnes âgées* et 13% *un encadrement renforcé du personnel*.

De manière plus secondaire, viennent ensuite *la présence d'un personnel médical permanent* (10%), *la mise en place de structures d'écoute et d'accompagnement des personnels* (8%) et *l'amélioration des moyens de signalement des maltraitances* (7%).

Au final, 59% des Français choisissent ainsi la réponse humaine pour faire face à la maltraitance (*des moyens supplémentaires en personnels qualifiés* ou *un encadrement renforcé des personnels* ou *la présence d'un personnel médical permanent* ou *la mise en place de structures d'écoute et d'accompagnement des personnels*).

C'est donc bien la réponse humaine qui semble aujourd'hui devoir être privilégiée par l'augmentation des moyens humains disponibles dans les maisons de retraite françaises, mais aussi par l'adoption d'une véritable politique de formation des soignants et par le suivi de la qualité de cette prise en charge.

Pour répondre à ces besoins humains, les métiers d'aide et de prise en charge des personnes âgées jouissent d'une bonne image auprès des français puisque 64% d'entre eux conseilleraient à l'un de leurs proches ou à leurs enfants de choisir cette orientation. Près d'un Français sur cinq (21%) les conseilleraient même *tout à fait*.